

Service Risques  
44, rue de Tournai  
CS 40259  
59 019 LILLE Cedex

Lille, le 24 mars 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **DOW France**

Plateforme chimique  
rue Frédéric Kuhlmann  
60870 Villers-Saint-Paul

Références : IC-R/0104/23-SD/SL  
Code AIOT : 0005101667

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2023 dans l'établissement DOW France implanté RUE FREDERIC KUHLMANN 60870 Villers-Saint-Paul. L'inspection a été annoncée le 18/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du PPC 2023 pour le sujet des rejets atmosphériques. Lors de cette inspection, l'action régionale sécheresse a été abordée ainsi que les prescriptions relatives à la consommation d'eau.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DOW France
- RUE FREDERIC KUHLMANN 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005101667
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société exploite des installations de fabrication de polymères acryliques en solution dans l'eau utilisés principalement dans le domaine de la détergence (additifs dans les lessives pour le linge et les lave-vaisselles) et dans le traitement des eaux. Une partie de ces polymères est séchée sur le site.

Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2013.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action régionale sécheresse, suivi des consommations d'eau ;
- Suivi des rejets atmosphériques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	PC n°4 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	AP Complémentaire du 10/12/2013, article 4.1.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PC n°1 : Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance	AP Complémentaire du 10/12/2013, article 9.2.1.1	/	Sans objet
2	PC n°2 : Prévention de la pollution atmosphérique	AP Complémentaire du 10/12/2013, article 3.2.5	/	Sans objet
3	PC n°3 : Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance	AP Complémentaire du 10/12/2013, article 9.2.2	/	Sans objet
5	PC n°5 : Déclaration annuelle des émissions	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le suivi des rejets atmosphériques et plus particulièrement les flux des substances rejetées, ces derniers sont réalisés et respectés, excepté en 2020 pour deux substances. Depuis, les flux sont conformes.

Au sujet de la consommation d'eau, le suivi n'est pas pas réalisé quotidiennement depuis des années contrairement à l'obligation réglementaire. L'exploitant a mis en place ce suivi depuis le jour de l'inspection. Il n'est donc pas possible de statuer sur le respect du seuil de la consommation en eau brute sur le site. La consommation en eau déminéralisée, qui constitue la part la plus importante de la consommation d'eau sur le site, respecte le seuil de l'arrêté d'autorisation.

Le seuil de la consommation d'eau pour les sanitaires n'est pas respecté du fait de fuites importantes sur le site ces dernières années selon l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : PC n°1 : Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/12/2013, article 9.2.1.1																									
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériquesFréquences et modalités																									
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																									
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les rejets n°1 et 2 (Cf. repérage des rejets sous l'article 3.2.2), les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre : <table><tr><th rowspan="2">Paramètre</th><th colspan="2">Fréquence</th></tr><tr><th>Conduit n° 1</th><th>Conduit n° 2</th></tr><tr><td>Débit</td><td>Annuelle</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>NO<sub>x</sub></td><td></td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>SO<sub>x</sub></td><td>Annuelle</td><td></td></tr><tr><td>Poussières</td><td></td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>COV<sub>nm</sub></td><td>Annuelle</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Acide acrylique + anhydride maléique</td><td>Annuelle</td><td>Annuelle</td></tr></table>			Paramètre	Fréquence		Conduit n° 1	Conduit n° 2	Débit	Annuelle	Annuelle	NO <sub>x</sub>		Annuelle	SO <sub>x</sub>	Annuelle		Poussières		Annuelle	COV <sub>nm</sub>	Annuelle	Annuelle	Acide acrylique + anhydride maléique	Annuelle	Annuelle
Paramètre	Fréquence																								
	Conduit n° 1	Conduit n° 2																							
Débit	Annuelle	Annuelle																							
NO <sub>x</sub>		Annuelle																							
SO <sub>x</sub>	Annuelle																								
Poussières		Annuelle																							
COV <sub>nm</sub>	Annuelle	Annuelle																							
Acide acrylique + anhydride maléique	Annuelle	Annuelle																							
<b>Constats :</b> Il a été contrôlé en séance le dernier rapport de contrôle (2022) de l'autosurveillance des rejets atmosphériques sur les deux conduits du site. L'ensemble des paramètres ont été contrôlés. En complément, l'inspection des installations classées a sollicité par courriel le 27/01/2023 l'exploitant afin qu'il fournisse les rapports de l'autosurveillance des rejets dans l'air des trois dernières années (2022, 2021 et 2020). L'autosurveillance a bien été réalisée les trois dernières années sur les deux conduits sur l'ensemble des paramètres de la prescription.																									
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite																									
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet																									

**N° 2 : PC n°2 : Prévention de la pollution atmosphérique**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/12/2013, article 3.2.5		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quantités maximales rejetées		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes :		
	<b>Conduit n°1</b>	<b>Conduit n° 2</b>
<b>Flux</b>	<b>g/h</b>	<b>kg/h</b>
NO <sub>x</sub> en équivalent		35
SO <sub>x</sub> en équivalent SO <sub>2</sub>	65	
Poussières		1,3
COVnm	25	1,7 <sup>(1)</sup>
Acide acrylique + anhydride maléique	13	0,07
Acrylamide	1,3	

(1) Le flux autorisé en COVnm pour le conduit n° 2 est porté à 7 kg/h lors du séchage de copolymères à base d'acrylate d'éthyle.

**Constats :**

La consultation des résultats d'autosurveillance depuis 2020 conduit aux constats suivants :  
De façon générale, concernant le conduit n°2 et le flux des COVnm, les prestataires précisent bien les conditions de productions afin de connaître le flux applicable.  
L'ensemble des résultats consultés est conforme aux valeurs limites prescrites excepté en 2020 pour le granulateur concernant les substances acide acrylique + anhydride maléique pour lesquelles il a été relevé 141,0 g/h pour un seuil à 70 g/h.  
Les années suivantes, les flux des différentes substances, dont l'acide acrylique et l'anhydride maléique, sur cette installation, sont conformes.

Une observation est faite concernant les valeurs limites indiquées au sein des rapports de contrôles car il a été relevé des incohérences.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 3 : PC n°3 : Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/12/2013, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Relevé des consommations d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant effectue quotidiennement un relevé de ses consommations d'eau à usage industriel. Les résultats sont portés sur un registre.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a précisé le jour de l'inspection que le suivi de la consommation d'eau est réalisé par la société IWT qui est en charge de l'approvisionnement et le traitement des eaux sur la plate forme chimique de Villers Saint Paul. Ce suivi est réalisé mensuellement. Le jour de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à mettre en place un suivi quotidien des consommations d'eau à usage industriel sans délai. La consommation d'eau du réseau d'eau public est relevée et enregistrée hebdomadairement. Le jour de la visite les fréquences de relevé des prélèvements d'eau n'étaient donc pas respectées. L'exploitant s'est engagé en séance à remédier immédiatement à cette non-conformité. Ainsi, le 03 février 2023, l'exploitant a communiqué par mail la consommation des différentes sources d'approvisionnement avec une fréquence d'enregistrement journalière, conforme à la prescription.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : PC n°4 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/12/2013, article 4.1.1											
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eauOrigine des approvisionnements en eau											
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet											
<b>Prescription contrôlée :</b> Les consommations d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limitées aux quantités suivantes :											
<table><tr><th>Origine de la ressource</th><th>Consommation maximale annuelle</th></tr><tr><td>Nappe phréatique</td><td>0</td></tr><tr><td>Réseau public</td><td>2 000 m3</td></tr><tr><td>Eau brute (rivière Oise via ONDEO IS)</td><td>50 000 m³</td></tr><tr><td>Eau déminéralisée (via ONDEO IS)</td><td>110 000 m3</td></tr></table>		Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Nappe phréatique	0	Réseau public	2 000 m3	Eau brute (rivière Oise via ONDEO IS)	50 000 m³	Eau déminéralisée (via ONDEO IS)	110 000 m3
Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle										
Nappe phréatique	0										
Réseau public	2 000 m3										
Eau brute (rivière Oise via ONDEO IS)	50 000 m³										
Eau déminéralisée (via ONDEO IS)	110 000 m3										
Toutes dispositions dans la conception et l'exploitation des installations sont prises en vue de limiter la consommation d'eau dans les unités de production.											
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection les consommations d'eau des dernières années ont été présentées à l'inspection des installations classées. L'exploitant a pu préciser l'utilisation des différentes sources d'approvisionnement. Ainsi, l'eau issue du réseau public est utilisée exclusivement pour les besoins sanitaires et le pot de garniture 201D pendant l'arrêt technique. Cette dernière consommation n'est pas significative selon l'exploitant. La consommation d'eau du réseau public entre 2017 et 2022 est respectivement de 1736 m³, 2452 m³, 2123 m³, 1609 m³, 2897 m³ et 2788 m³. Le jour de l'inspection, et le 3 février 2023 par courriel, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que des fuites importantes avaient été identifiées sur le réseau souterrain d'eau. Les fuites ont été corrigées en 2022 et l'exploitant continue ses investigations et les actions correctives nécessaires le cas échéant.											

**Fait susceptible de suite n°1 : Des dépassements de la consommation en eau du réseau public sont constatés depuis 2018. Des travaux ont été réalisés sur les tuyauteries en 2022 pour résorber des fuites. En cas de maintien de la non-conformité à l'issue de l'année 2023, des suites seront proposées à madame la préfète.**

L'eau dite "brute" est exclusivement utilisée pour le refroidissement en circuit ouvert du stockeur GAA, les RIA et le bâtiment 201A en cas d'urgence. La consommation est essentiellement liée au refroidissement du stockeur GAA. L'eau est prélevée dans l'Oise, via l'entreprise IWT qui est en charge de l'approvisionnement et du traitement de l'eau sur la plate forme chimique de Villers Saint Paul, puis rejetée dans l'Oise directement.

Le suivi de cette consommation n'est pas réalisé par DOW depuis juin 2016. En effet, depuis cette date, en lien avec la facturation de cette consommation, la société IWT a forfaitisé cet approvisionnement à 1500 m<sup>3</sup> par mois. Ainsi, le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté ces chiffres en séance. L'inspection des installations classées lui a donc demandé de communiquer la consommation réelle de cet approvisionnement afin de pouvoir contrôler le respect de la prescription. L'exploitant a informé l'inspection des installations classées a posteriori qu'il n'était pas possible de retrouver les consommations réelles entre 2016 et 2023 car aucun relevé n'a été effectué. Les consommations présentées sur les premiers mois de l'année 2016 le jour de l'inspection permettent, par extrapolation, de penser que le seuil de 50 000 m<sup>3</sup> était respecté sans certitude. De même, depuis le jour de l'inspection, l'exploitant a mis en place un relevé journalier qui, par extrapolation des jours où la consommation était la plus importante, montre un respect du seuil. Toutefois, la conformité ne peut être établie notamment car cette eau sert au refroidissement et qu'il n'y a pas de données sur les mois les plus chauds de l'année.

**Fait susceptible de suite n°2 : Le jour de l'inspection, l'exploitant ne réalisait pas de relevés quotidiens de la consommation en eau brute depuis 2016. La conformité à la consommation maximale annuelle en eau brute ne peut donc être établie. Depuis l'inspection, ces relevés quotidiens sont réalisés. Au regard de ces résultats, la consommation maximale annuelle autorisée semble respectée. Toutefois, cette conformité ne pourra être établie qu'à l'issue de l'année 2023. En cas de non-conformité à l'issue de l'année 2023, des suites seront proposées à madame la préfète.**

**Observations :** Concernant l'eau déminéralisée, fournie également par la société IWT, la consommation est significativement en deçà du seuil de consommation maximale. Cette consommation était relevée mensuellement. Depuis le jour de l'inspection, le relevé est quotidien (cf point de contrôle précédent). Cette dernière est, au plus, mesurée à 84 803 m<sup>3</sup> en 2016. Depuis 2019, la consommation a été au plus mesurée à 73 827 m<sup>3</sup>. L'eau déminéralisée est utilisée pour la formulation des produits, l'appoint des tours aéroréfrigérantes et le lavage des équipements du site.

Au cours du contrôle de cette prescription, l'inspection des installations classées a présenté à l'exploitant l'action nationale liée à la sécheresse. Les objectifs nationaux ont été expliqués et discutés en séance.

Ainsi, il a été décidé d'établir de nouveaux seuils de consommation d'eaux en fonction de son origine et son utilisation sur le site.

Ainsi, il sera proposé une réduction de 10 % de la consommation annuelle en eau autorisée sur l'eau déminéralisée.

Ce point fait l'objet d'un rapport et d'une proposition d'arrêté préfectoral complémentaire spécifique. Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire et son contenu a également été présenté à l'exploitant au cours de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet



**N° 5 : PC n°5 : Déclaration annuelle des émissions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration annuelle des émissions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> / an ;
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, les modalités d'enregistrement des données des différentes sources d'approvisionnement en eau ont été abordées. A ce jour, l'exploitant renseigne uniquement la consommation d'eau brute et du réseau d'eau public. De plus, la consommation d'eau brute renseignée n'est pas la consommation réelle mais forfaitaire selon le mode de facturation avec l'entreprise qui fournit cette eau (IWT). Il a été précisé lors des échanges que l'ensemble des sources d'approvisionnement en eau devait être renseigné au sein de l'application GEREPE à partir de 2023. En complément l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un formulaire de demande de modifications des données GEREPE afin de déclarer les consommations d'eaux des années précédentes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet